



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

Réunion d'experts

Adoption d'un cadre d'action et de coopération pour le renforcement des capacités d'adaptation au
changement climatique au Maghreb
27-28 septembre 2011; Rabat – Maroc

Allocution de Madame Karima Bounemra Ben Soltane

Directrice, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Bureau pour l'Afrique du nord

M.

M. Srikah, représentant du Secrétaire Général de l'UMA

Excellences Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques

Mesdames et Messieurs les représentants des organisations régionales et internationales

Chers collègues du Système des Nations Unies ;

Mesdames et Messieurs les experts

Mesdames et Messieurs

Il m'est très agréable de vous souhaiter la bienvenue à cette réunion d'experts organisée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en concertation avec l'Union du Maghreb Arabe, en vue de l'adoption d'un cadre d'action et de coopération pour le renforcement des capacités d'adaptation au changement climatique au Maghreb. Je ferai une mention toute spéciale pour celles et ceux qui viennent de loin et à qui je souhaite un séjour plaisant au Maroc.

Je vous remercie pour votre participation et suis convaincue que vos contributions permettront que notre rencontre aboutisse à une meilleure connaissance des progrès réalisés dans ce domaine ainsi qu'à la formulation de recommandations concrètes sur la base de vos expériences respectives.

Mes remerciements s'adressent aussi à notre partenaire principal, le Secrétariat Général de l'Union du Maghreb Arabe avec lequel nous avons un programme de coopération très intense dans le domaine du développement durable.

Excellences, Mesdames et Messieurs

Le changement climatique, qui nous paraissait encore une notion relativement abstraite il y a quelques années encore, fait désormais partie de notre quotidien.

Les travaux menés à l'échelle internationale, notamment par le GIEC, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ont mis en évidence le réchauffement du système climatique –du fait des émissions massives de gaz à effet de serre- et les dérèglements qui en découlent.

Les perturbations se manifestent partout dans le monde avec une intensification des événements météorologiques extrêmes, dont les conséquences humanitaires et économiques sont souvent graves. En attestent les inondations dévastatrices qui se sont produites au Nord de l'Australie, ou la famine insupportable qui a résulté de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, les pays en développement ayant des capacités de résilience en termes de capital physique, humain, financier et institutionnel souvent très faibles.

Quels que soient les efforts déployés avec plus ou moins de bonne volonté par les principaux pollueurs pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les effets du changement climatique sont désormais inévitables. Ils menacent la durabilité et la productivité de nos ressources économiques et environnementales. Leur impact sur le développement humain et les moyens d'existence des communautés s'intensifie de manière de plus en plus tangible, surtout en milieu rural, où les populations vivent dans des environnements fragiles et sensibles aux variations des régimes pluviométriques et de la température.

Le changement climatique affecte l'ensemble des secteurs et des acteurs du développement. Son incidence est particulièrement visible sur le système de production alimentaire mondial qui connaît une baisse de sa productivité du fait de la recrudescence ces dernières années des inondations et des sécheresses dans les

grands pays céréaliers, avec des implications au niveau du commerce international, pas toujours faciles à anticiper.

Excellences, Mesdames et Messieurs

La vulnérabilité du Maghreb face au changement climatique a été soulignée dans de nombreux travaux et études. Notre région, à dominance aride et semi aride, souffre déjà des effets des variations climatiques et fait face à un accroissement de la fréquence des inondations et des sécheresses. La désertification et les modes de gestion non durables ont fragilisé les ressources naturelles. Les tensions sur les ressources en eau, déjà bien limitées, pourraient s'accroître. Les écosystèmes continueront vraisemblablement à s'éroder si des mesures adéquates ne sont pas rapidement adoptées.

Des secteurs clés de nos économies, comme l'agriculture à dominance pluviale, la pêche, et les infrastructures, sont directement affectés. Dans plusieurs pays (Egypte, Mauritanie, Tunisie et Maroc), les menaces d'inondations des zones côtières, dues au risque d'élévation du niveau de la mer, ont été mises en exergue.

A travers son impact potentiel sur la santé, l'emploi, l'accès aux ressources naturelles ou encore la migration, le changement climatique est porteur d'importants risques de détérioration des conditions sociales et d'apparition de conflits. Ceci a d'ailleurs amené le Secrétaire Général des Nations-Unies, M. Ban Ki-moon, à déclarer que le changement climatique est une réelle menace pour la paix et la sécurité mondiales.

Comme nous le verrons tout au long de cette réunion, les défis sont nombreux et appellent des approches et des mesures d'adaptation intégrées et globales. Des ajustements seront nécessaires, du niveau communautaire aux niveaux national et régional, impliquant notamment :

- (i) des changements de comportements, par exemple dans l'utilisation de l'eau ou dans certaines pratiques agricoles,
- (ii) des modes de gestion améliorée des forêts et des parcs ainsi que la préservation de la biodiversité,
- (iii) des politiques de développement intégrées qui tiennent compte de la gestion des risques et des crises et,
- (iv) des mesures techniques adaptées : conception des routes et des ponts, renforcement des ouvrages de défense des côtes, amélioration des systèmes d'information et de prévision, etc.

Dans ce cadre, les institutions publiques ont un rôle essentiel à jouer, particulièrement en ce qui concerne la production et la diffusion de l'information sur le changement climatique et ses impacts, la réglementation et l'élaboration de normes, l'identification et la mise en œuvre de mesures d'adaptation, la recherche et la formation, ainsi que la création d'incitations en faveur du secteur privé.

En effet, l'adaptation peut offrir au secteur privé de nouvelles opportunités d'affaires dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la gestion de l'eau, les énergies renouvelables, le BTP, les assurances ou encore la finance.

Certes, les mesures d'adaptation sont coûteuses et les ressources financières disponibles sont largement insuffisantes, en particulier suite aux trois années de crises mondiales par lesquelles nous venons de passer. Le Sommet de Copenhague a clairement montré la distance entre les vues exprimées dans les discours politiques, en général relativement consensuelles, et les mesures sur lesquelles les pays étaient prêts à s'engager effectivement. De nouveaux mécanismes de financement devront donc être considérés pour accroître les ressources publiques et favoriser l'investissement privé, qu'il soit individuel ou dans le cadre de partenariats public-privé. A cet égard, le rôle des institutions financières est primordial.

L'efficacité des efforts d'adaptation dépendra ainsi de la capacité des pays à développer et appliquer des approches cohérentes et coordonnées, à mobiliser les ressources nécessaires pour faire face aux coûts supplémentaires et à mobiliser les compétences et les structures et institutions spécialisées dans le cadre d'une approche partenariale et d'une coopération renforcée.

A ce jour, la méconnaissance des retombées réelles du changement climatique sur les différents secteurs et territoires compliquent les décisions stratégiques et la détermination des coûts d'opportunité. C'est ainsi que la prise en compte des risques associés à la variabilité et au changement climatiques par les secteurs reste faible, les progrès technologiques lents et les opportunités liées au développement des éco activités

insuffisamment exploitées. La région devra, entre autres, améliorer la fiabilité de ses modèles de prévision climatique.

Aujourd'hui, la question de l'adaptation prend une importance croissante dans les négociations internationales et de nombreuses initiatives se développent, particulièrement au niveau local.

Toutefois, ces initiatives ne sont pas toujours menées de manière concertée à l'échelle nationale et régionale et les enseignements tirés de ces expériences sont à l'heure actuelle largement sous-exploités. Une concertation régionale plus systématique permettrait de guider et d'intensifier les efforts nationaux, d'améliorer la synergie des actions au niveau maghrébin et d'optimiser la contribution des compétences régionales existantes. Elle permettrait de renforcer la prise en compte de la vulnérabilité du Maghreb et son accès aux opportunités dans les négociations internationales menées au niveau Africain sur le climat et plus globalement sur le développement durable. Elle contribuerait à promouvoir la coopération avec les initiatives similaires menées dans le cadre de la Ligue des Etats Arabes et du Plan d'Action pour la Méditerranée.

Notre rencontre s'inscrit dans cette perspective.

Elle a été conçue en collaboration avec l'UMA et le Centre Africain des Politiques pour le Climat et vise l'élaboration et l'adoption d'un cadre régional d'action et de coopération pour le renforcement ciblé des capacités d'adaptation des pays du Maghreb.

Nous en attendons :

- Un meilleur accès aux informations scientifiques sur le climat ;
- L'adoption de nouvelles pratiques de gestion des risques et des opportunités, dans un contexte de conditions climatiques changeantes ;
- Des recommandations pour la formation d'experts à la réalisation d'études d'impacts et de vulnérabilité;
- L'identification de projets pilotes et une capitalisation des résultats obtenus à l'échelle régionale;
- Un renforcement de la synergie et des partenariats autour des activités de la recherche et,
- La mise en réseau des compétences régionales et un transfert de savoir faire.

L'adaptation est un processus dynamique qui s'inscrit sur le long terme et requiert l'engagement de tous les acteurs à tous les niveaux. L'amélioration et le partage des connaissances scientifiques acquises et des leçons tirées des initiatives réalisées ou en cours, sont des éléments essentiels de ce processus. C'est pourquoi, nous nous félicitons d'avoir aujourd'hui parmi nous un large panel d'experts spécialisés dans de nombreux domaines en relation avec le changement climatique.

Nous sommes convaincus que cette réunion permettra un échange d'expériences et d'idées qui enrichiront la proposition de cadre d'action et de coopération qui vous sera soumise et une identification de solutions permettant d'appuyer conjointement les efforts d'adaptation au Maghreb.

Les résultats de vos délibérations serviront à la consolidation de l'étude de base qui, complétée par vos recommandations, sera partagée avec des décideurs, des analystes/chercheurs, des médias, des organismes partenaires au développement.

En outre, ils illustreront l'approche de notre région dans le cadre l'élaboration de la position africaine pour la Conférence de Durban sur le réchauffement climatique, prévue à la fin de l'année.

Enfin, ils seront présentés à nos Etats membres lors du Comité Intergouvernemental d'Experts du Bureau, qui se tiendra fin février 2012.

Encore une fois, je vous remercie de votre participation

Je vous souhaite donc des débats fructueux et vous remercie pour votre attention.